

Pourquoi nous retourner contre la démocratie et fêter le régime d'exception ?

L'opinion publique étrangère pourrait en principe éprouver des difficultés pour comprendre notre situation ces derniers jours : un putsch militaire sur la légitimité, accueilli spontanément avec un appui et un soutien massif par le peuple.

Il est regrettable que la force brutale renverse la volonté des électeurs, la jette par-dessus bord comme un emballage perdu et qu'elle soit accueillie par les applaudissements. De quoi s'agit-il en fait ?

Y a-t-il quelque part un peu de folie ? Ce peuple nomade ouvert, préférait-il les régimes d'exception à la démocratie et à la liberté ? Le peuple a-t-il ras le bol de l'exercice du pouvoir et de ses affaires ? Qu'en est-il ?

Comment tous les peuples du monde luttaient (leurs clubs, leurs associations, leurs organisations, leurs bandes de truquants de drogues, leurs criminels) pour la démocratie et la liberté et les pressions internationales vont dans le même sens alors que le peuple mauritanien soutient par ses manifestations monstres la chute de la démocratie ? Il est vraiment malchanceux ce peuple qui renonce à une démocratie existante basée sur une constitution caractérisée par une grande ouverture, une forte séparation des pouvoirs et des institutions démocratiques fonctionnelles, données comme exemples dans la sous-région. En dépit de tout cela on applaudit à sa disparition comme on féta la chute de l'abominable dictature en Roumanie et en Centrafrique.

Nous sommes devant un spectacle surréaliste !!!

Bien plus, on est sidéré quand cette démocratie s'entoure de grandes réalisations : routes, électricité, eau potable, télécommunications, vin tranquille, banques, hôpitaux, campagne de la science et du savoir, alphabétisation, promotion de la femme, essor urbain... Néanmoins on manifeste sous la canicule une semaine durant pour saluer la disparition du bonheur. Est-ce un grain de malchance qui a affecté la Mauritanie ? Y a-t-il d'autres détails plus étranges que le fossérateur ne puisse imaginer ?

L'observateur commun ignore peut-être que beaucoup de cas d'emprisonnement à cause de la méconnaissance par le peuple même avec un haut niveau de culture et de responsabilité de l'autorité de l'organisation qui signifie la restriction pour beaucoup. Ainsi les prisons restent-elles remplies de détenus, au fil de l'expérience nationale, la plupart du temps pour des raisons d'hésitations. L'histoire du peuple mauritanien se situe en dehors des villes loin de la soumission à l'autorité et à l'ordre et partant toutes les activités s'exercent dans un espace ouvert. Le gouvernement de l'institution a échoué dans la restriction du phénomène du comportement individualiste dans l'exercice de la liberté pour une raison objective, en l'occurrence le vaste espace plus large que les mécanismes utilisés dans le processus. Par conséquent, il n'y a eu aucune éducation institutionnelle en la matière et l'ancien méthode d'aversion exagérée pour la restriction est restée fortement ancrée. Dès lors, il est exclu par principe que le peuple mauritanien se dresse fondamentalement contre la démocratie. Ou - plus exactement - quelle est la forme de la démocratie contre laquelle le peuple mauritanien s'est-il dressé ?

Certains pourraient croire que nous vivons une démocratie fonctionnelle (partis, journaux, syndicats, président élu, parlement, institutions constitutionnelles et consultatives), autant de noms qui expriment de nombreux mécanismes d'une démocratie fonctionnelle mais qui consistent en réalité un simple décor pour redorer le blason de la faillite.

Nous étions devant une démocratie qui préserve une importante partie de la forme voire du contenu, en l'occurrence le maintien de dates précises et fixes pour l'organisation des élections. En dehors de ceci, il y avait une divergence totale sur toutes les méthodes de gestion du processus, sur l'ensemble des concepts et sur la totalité des projets. La vie politique était totalement

au point mort et il y avait une démocratie dictatorialle vénérable qui protégeait un régime stable et une classe d'usuriers disposant d'une fortune scandaleuse et provocatrice... Une démocratie conlinaire de la fraude, de l'entêtement et du mépris de la volonté du peuple... Une démocratie œuvrant à élargir d'énormes disparités dans la puissance, la position, la fortune et le statut, exploitée pour dominer l'action politique et administrative... Une démocratie qui nous rend plus libres dans nos chaînes et reste présidée par une seule personne à vie... Une démocratie qui a interdit 4 partis et 7 journaux, battu le record dans la saisie des journaux, l'interdiction des manifestations, des réunions légitimes, actions humanitaires et les initiatives positives, établi des records dans l'emprisonnement des présidents des partis, des acteurs politiques et des leaders de la société civile et à la trépidation du comportement scandaleux (définition du candidat à la présidence le jour du vote).

C'est une démocratie qui comporte des éléments rares du mal la conduisant vers sa ruine, ce que le peuple mauritanien a accompli. En effet, les foules manifestant leur soutien comptent de grandes figures du régime ancien. Cela peut conduire à la question pertinente suivante : qu'en est-il de l'enthousiasme dans le soutien de tels éléments ou groupes à Maouyya ?

Quiconque ne connaît pas la situation de l'intérieur aura de grandes difficultés pour comprendre cette approche ou casse-tête du soutien à Maouyya le matin et le soutien de son renversement l'après-midi.

Pourtant la réponse semble aisée et comporte deux aspects :

1. Pour l'intelligence nationale et pour les cadres acteurs, cela s'explique par l'existence d'une quelconque opportunité de changement positif ni de renversement du régime.

2. La deuxième cause réside dans le fait que le régime emploie la méthode d'humiliation et de mépris de l'opposition et utilise la privation envers ceux qui le soutiennent avec "mois" et ceux qui ne le soutiennent pas. Il y a un abîme entre l'obtention du soutien de l'Etat et de ses moyens sans grand effort et la privation et l'humiliation. C'est une occasion d'or pour les esprits faibles en particulier quand la vie sociale se caractérise par une large ouverture sur le matérialisme vulgaire, le mauvais goût, la sous-culture et le vide spirituel. Il s'agit d'une situation déplorable imposée à la société. En revanche le monde ne voit que de superficielles vagues de publicité forgée de toutes pièces sur la possibilité d'éradiquer l'analphabétisme au cours des trois prochaines années, sur la réduction de l'incidence de la pauvreté à 25%, la réduction du taux de mortalité maternelle et infantile...

C'est une image rose qui n'exprime pas nécessairement une horrible situation de malheurs et de soucis de la vie quotidienne. Le monde en éprouvera l'inquiétude devant le recul du processus, le repli des réalisations mais nous devons laisser Maouyya dans ses premiers moments d'illumination donner le véritable tableau de la situation.

Lors de sa visite à Kiffa à l'occasion de l'inauguration du système d'alimentation en eau potable, il déclara que : " l'Etat souffre de corruption et mauvaise gestion ", qu'il va créer " une police de lutte contre la corruption ", qu'il va " entreprendre une réforme de l'administration " et confirma l'échec du programme d'alphabétisation ". Après 20 ans de pouvoir, on nous annonce un tel résultat !! C'est un échec cuisant à tous égards.

Pourquoi le monde veut-il que nous maintenions un tel degré de déception et souffrions un régime qui a avoué sa propre faillite dans la gestion de l'Etat ?

Nos partenaires extérieurs, les institutions financières et les organismes donateurs témoignent de cet échec à travers les institutions financières et monétaires locales qui les inondent de chiffres faux et falsifiés sur la situation économique, les taux de croissance, la couverture financière ayant entraîné une véritable crise économique au cours de laquelle le représentant du FMI a quitté Nouakchott en protestant

contre le refus de l'inspection. L'Union Européenne a protesté contre la destruction du programme d'appui aux pharmacies populaires. Le peuple mauritanien vit une situation grave de malheurs, laquelle le porte sans doute à soutenir l'opération de changement quelle que soit sa nature. Si elle provient des bras de ses fils, le soutien sera plus intense, plus profond et plus large. C'est pourquoi le Conseil Militaire jouit dès le début d'un soutien interne massif car l'absence d'égalité, l'absence de justice et les appréhensions de l'avenir incertain, les énormes disparités dans les occasions et les chances et la perte de la confiance en la vie publique sont autant d'affluents de l'union courant d'unité que vit la Mauritanie aujourd'hui : de larges secteurs du peuple, des syndicats et des partis jubilent de joie et vivent un moment de concorde historique. La communauté internationale doit reconnaître le Conseil, le respecter et lui offrir l'occasion de réorganiser nos affaires intérieures. Le défi ne se résume point en une nouvelle prestora (opération de reconstruction) mais plutôt une opération de démarrage de la construction. Nous partons de zéro dans beaucoup de cas car nous devons reconstruire les infrastructures sur une base scientifique, économique et sociale. Les réalisations dont parle l'ancien régime ont été faites en l'absence des critères de la précision, de la pérennité et de la transparence dans le seule Wilaya de l'Assaba, 4 écoles construites et y a deux ans se sont écroulées. L'efficacité économique et la vie virtuelle des routes goudronnées se terminent avec les trois premières années... Fraude de toutes les données relatives à l'action de l'Etat et absence du secteur des télécommunications... L'appel au retour de cette ère constitue un choc pour le courant patriotique. La lutte a continué contre cette tendance qui nous dirige vers la gouffre. L'opposition a affirmé cela à maintes reprises, exprimé son mécontentement et payé le prix. D'autres secteurs de la société civile ont aussi joué ce rôle plusieurs fois en attirant l'attention sur le danger de la situation. La conscience de ce risque demeure un trait essentiel et fut l'objet d'un accord général. J'ai adressé au Président une lettre de 24 pages après le coup d'état du 8 juin pour expliquer le sombre tableau et la situation du pays et je suis par la suite qu'il m'est difficile de réussir dans un travail journalistique sérieux dans le pays et avec le temps je comprends qu'il ne faut perdre le temps et en fin de compte je décidai de fuir vers l'étranger. Seuls mes parents et mes proches amis le savent : j'émettent j'insulte Mahand Baba Ould Meyne, Monsieur Mohamed Khouna Ould Heidal, Monsieur Jermal Ould El Yessia, Monsieur Mohamed Vali Ould Sid Meyla et Monsieur El Houssine Ould Mahand. Le 14 juin 2005, je demandai l'audience du directeur la sonorité Daddali Ould Abdalhalik que j'ai rencontré pour la première fois durant mon arrestation en 2003. Je lui dis en substance dans son bureau : " Monsieur le Directeur, conscient de la responsabilité et de bonne foi, je voudrais vous parler d'un sujet sensible et vous informer de choses que je n'ai pas voulu écrire pour ne pas jeter de l'huile sur le feu. " nous avons le même degré d'appartenance à ce pays et partant nous sommes responsables au même titre de sa préservation. Partant de cela, j'ai voulu vous faire part d'erreurs stratégiquement mortelles qu'on ne peut taire. Tous sont inquiets de la guerre que vous déclarez à l'islam d'une manière qui fait un énorme amalgame entre une guerre contre un mouvement islamiste qui doit être sanctionné sur la base de faits matériels concrets et l'interdiction de cours de consultation et d'orientation jurisprudentielles, le lancer de grenades lacrymogènes dans les mosquées, la saisie des bandes sonores, l'emprisonnement des éléments, l'incitation des femmes portant le foulard à exposer leur chame et la sélection des consultations jurisprudentielles aux fins d'objectifs politiques. Cela revient à effacer l'identité religieuse de la société et l'entrée dans une guerre à laquelle nous ne sommes point prépa-

rés, une guerre contre un mouvement avec lequel nous sommes en paix et qui dispose d'énormes capacités organisationnelles et scientifiques, extrêmement déterminé, prêt au sacrifice suprême, connaissant très bien notre situation sécuritaire et administrative, connaissant la moral bas de l'armée et l'état de la société. Il s'agit d'un combat inégal contre un tel ennemi. C'est la plus grosse erreur de l'histoire du pays. " Il répondit en prenant minutieusement note de mes observations. Je lui dis : " je veux que mon message parvienne en haut lieu, sinon laissez-moi le faire parvenir. " Il me répondit que mon message sera transmis. J'avais nombre d'appréhensions de cette situation et depuis longtemps je n'ai jamais caché mes craintes ni menqué une quelconque occasion d'évoquer cette situation avec tout membre du régime quel que soit son grade. Je discutais toujours avec eux sur la situation et ma vision critique de l'avenir. Je débatais beaucoup avec des personnalités très influentes au sein du régime (Sidi Mohamed Ould Bouabacar, Louled Ould Abdellatif, Mohamed Yehidhi Ould Moutar, Hacen, Didi Ould Soueyfi, Cherif Ould Abdalhalik, Abdou Maham, Mohamed Abderrahmane Ould Ourner, Mohamed Ould Bouamatou, Mohamed Mahmoud Ould Deh, Mohamed Abderrahmane Ould Meina, Moustapha Ould Aïed Arrahmane, Bejjil Ould Hourneid, Mohamed Vali Ould Bellal, Mohamed Lemine Ould Dahli...), Naha Mint Melnass, Isselmou Ould Abdel Karim et Mohamed Lemine Ould Selmane de la majorité.

Il s'agit là d'un petit groupe du grand cercle avec lequel je discutais sur la situation, les craintes et les dangers imminents. Il y avait presque un sentiment commun ou une entente sur certaines analyses. Il se dégageait que tous n'ont pas la capacité d'orienter le pouvoir vers la juste direction. D'ailleurs personne presque n'essaya de le faire de crainte de heurter quelqu'un qui le refuse ou s'y oppose. Toutes les affaires étaient attachées par une même ceinture entre les mains d'une seule personne dont la disparition était envisagée dans deux éventualités : la mort naturelle ou le renversement par la force. Toutes ces probabilités entraînent des confrontations au sein de la société et la rupture de la ceinture ou de la force qui soudait les affaires ouvriera la boîte de Pandore et seule manière avec laquelle l'opération se déroule détermine la force de la poussée et la trajectoire et dans tous les cas la maîtrise sera douloureuse.

Comme il n'y avait pas de mécanisme de régulation ni de sortie de l'impasse et que Maouyya n'envoisagait nullement l'éventualité ni l'idée de son départ du pouvoir, les problèmes posés avec urgence doivent être résolus dans le régime de la légitimité, de la politique ou en fin de compte sous le régime de la force et Maouyya n'a laissé comme choix que le plein exercice du pouvoir et la mise en exergue de sa sécurité personnelle. Par conséquent, quand on renversa le régime de manière politique, on considéra ceci comme une grâce d'Allah et un grand acquis qui épargna au pays un effroyable spectacle.

Le groupe qui dirigea le changement ne se soucia pas outre mesure des détails de la situation générale du pays et l'expérience lui a prouvé que la situation allait de mal en pis. De même, les masses qui soutiennent le Conseil Militaire savent à travers les problèmes de la vie quotidienne que la situation empire jour après jour. Le Conseil Militaire a donné une garantie en commençant par des questions importantes et magnifiques : la réduction de la durée du mandat présidentiel ; réalisation de réformes immédiates dans le domaine de l'administration, nomination d'une équipe de fonctionnaires compétents à la tête des ministères sous la présidence de Sidi Mohamed Ould Bouabacar même si sa nomination suspend la carte de son indépendance en tant que personnalité assurant l'équilibre après la période transitoire. Puis il y a beaucoup de tendances dont la dispersion peut porter des dangers quoique le choix du premier ministre garantisse le succès et la crédibilité du processus transitoire.

Par ailleurs le Gouvernement est soumis à des critères importants. Ainsi a-t-on la confirmation qu'on va aller de l'avant en matière des engagements

proclamés et ce à travers le choix de personnalités compétentes pour les secteurs qui seront objet de réforme comme la justice et l'intérieur. On a aussi introduit des éléments intégrés ayant un sens élevé de la mesure et de l'équilibre si bien que leur ancienne tendance n'influence pratiquement plus leur performance sûrement pour le ministre du pétrole Mohamed Ali, le ministre des pêches, Sidi Mohamed Ould Sidina. Il en est de même pour Yahya Ould Sid El Moustapha, Mohamed Ould Abed, Mehla Mint Ahmed, Abdalhalik Ould Souleymane Ould Cheikh Sidye et By Ould Ahmedou.

C'est un gouvernement technocratique de la société profonde qui n'est pas soumis aux cadres " vétustes " anciens, composé en majorité de nouveaux visages, très probablement choisis en fonction de la période transitoire.

En outre le Conseil s'est ouvert sur la société civile pour donner les garanties et confirmer ses engagements, tout en maintenant la liberté d'expression et l'exercice de l'activité syndicale et en libérant les islamistes. Bien plus, il s'est engagé et a engagé l'équipe de la transition à ne pas participer aux prochaines échéances électorales.

Il s'agit là de promesses et de démarches qui font du soutien au Conseil une opération politique indispensable comme le vote le jour du scrutin. C'est une opération fondamentale dans l'édification de la prochaine étape et qui restera honnête et ne pas rechercher les privilèges et l'argent. La situation est différente avec des réformateurs qui ont leur présence au pouvoir à de bonnes démarches et à une période limitée avec de nombreuses promesses et une délicate opération de réhabilitation d'institutions rouillées, des situations embrouillées et un espace ouvert par l'absence de la morale et de la conscience professionnelle et caractérisé par la mauvaise gestion et l'incompréhension des affaires.

Certes deux ans d'efforts publics ardues et efficaces sans écuelis pourraient permettre de réaliser des acquis vitaux comme l'élaboration de règles générales de la gestion, la réhabilitation de l'administration, le renforcement de l'autorité de l'Etat, le désamorcage de l'anarchie, l'éradication du fléau du détournement des deniers publics, le changement du comportement professionnel, la création d'une armée républicaine, la construction de l'Etat, des institutions pour influencer les mentalités politiques. Il s'agit de doter l'Etat de ses instruments nécessaires pour accueillir un dirigeant qui se trouvait peut-être dans la rue. Tel est le système d'actions qu'il faut à tout prix réaliser dans une période limitée.

Deux ans constituèrent une période réellement déterminants ? Ne perdons pas de vue que nous sommes devant une opération de constitution politique nouvelle et grandiose qui apportera de nouvelles traditions politiques alternatives axées sur des programmes politiques différents.

La cause de la divergence est liée aux mécanismes et moyens mis en œuvre par le passé et il sera facile de savoir pourquoi tu dois exprimer ta voix librement sans menace tactique de privation et à l'abri de la pression tribale. Tu seras devant des candidats dont aucun n'habite au palais ni ne dispose de moyens spéciaux pour influencer les résultats ni pour employer la force ou la pression contre les autres. Ainsi le ralliement au PRDS ou à un autre parti sera alors basé sur une conviction réelle.

Il est aussi probable que le retour des réfugiés politiques de l'étranger aboutisse à changer les équilibres et les alliances politiques. Dans le cadre de la nouvelle dynamique, certains courants se renforceront et d'autres s'affaibliront, des alliances vont le jour et d'autres disparaîtront. C'est une énorme opération d'interaction axée et polaire pour la première fois au tour d'une liberté politique et d'objectifs ayant une référence intellectuelle.

Nous vivons une véritable culture politique codifiable dans un cadre de compétition et dont les principaux courants peuvent être unis au tour de grands objectifs nationaux.

Qui ose se permettre de rater le train ?

MOHAMED MAHMOUD OUL
BACAR